

rendre possible les nombreuses dispositions individuelles et les ajustements nécessaires afin de permettre aux nouveaux colons de se tirer d'affaire dans un pays qui n'est pas le leur.

L'histoire se répète aujourd'hui pour ce qui a trait à l'émigration et à l'immigration. La situation ressemble fort à celle d'il y a vingt-cinq ans. Aujourd'hui, comme alors, il y a bon nombre de personnes dans les Iles britanniques et sur le continent européen qui tournent les yeux vers le Canada afin de recommencer leur vie dans un pays où ils croient qu'ils seront plus à l'abri et où les chances de succès sont plus grandes. Aujourd'hui, comme alors, la presse et les conférenciers à travers le Canada se prononcent vigoureusement et continuellement en faveur du besoin et de l'avantage d'une plus grande population, et ils encouragent le Gouvernement à agir en ce sens. La situation actuelle diffère cependant de l'ancienne, en ce sens que le nombre de personnes désireuses de venir au Canada est infiniment plus considérable qu'il ne l'était il y a vingt-cinq ans et que la nécessité d'accroître notre population s'exprime d'une façon beaucoup plus forte et plus générale.

Il y a, sans contredit, énormément de gens en Grande-Bretagne, en Hollande, en Belgique, en Suisse et en d'autres pays de l'Europe occidentale qui, si le change international était stabilisé, auraient suffisamment de fonds pour s'établir dans notre pays sans aucune aide financière, ainsi que des centaines de mille personnes déplacées en Europe, de diverses nationalités, dont une forte proportion pourrait accomplir un travail utile au Canada si on leur permettait de venir chez nous et si on leur en fournissait les moyens.

L'on peut affirmer sans crainte que jamais les occasions de permettre à de nouveaux colons de s'établir au Canada n'ont été plus nombreuses. Nous avons une grande pénurie de main-d'œuvre agricole ordinaire—sans parler du manque de bras dans les exploitations de betteraves à sucre—et il y a diverses autres industries de base qui pourraient facilement absorber plus de gens. Il est apparemment impossible de les trouver parmi la population actuelle et certaines de nos industries les plus importantes auront sans doute à souffrir du manque de matières premières si l'on ne fait venir des gens d'ailleurs. Au fur et à mesure que nos ressources deviennent plus faciles à atteindre et sont mises en valeur, il y aurait plus d'emploi et, partant, plus de richesse pour le pays. On compte maintenant nombre de nouvelles industries et l'on entrevoit la possibilité d'en fonder plusieurs autres. Il y a partout au pays une somme considérable de construction et de reconstruction à accomplir—autant de l'une que de l'autre. Etant donné qu'un nombre toujours croissant de personnes sont affectées au travail qui presse à l'heure actuelle et qui sera nécessaire au développement du pays, on peut prévoir que des méthodes d'agriculture intensive deviendront plus générales, ce qui permettra en retour à un grand nombre de personnes de s'établir sur les terres.

Il n'y a donc pas lieu de mettre en doute la possibilité pour le pays d'absorber un grand nombre de personnes. En mettant à profit les connaissances des problèmes impliqués dans la migration des populations et leur établissement au Canada, obtenues par l'expérience des vingt-cinq dernières années, il sera possible de trouver des moyens grâce auxquels on pourra obtenir un accroissement nécessaire de population et son adaptation à la vie de notre pays.

Il ne faudra pas manquer l'occasion que nous vaut la situation actuelle au Royaume-Uni et dans le nord-ouest de l'Europe d'obtenir des gens de catégorie acceptable. Cette occasion n'existera peut-être pas longtemps et si nous n'en prenons pas avantage à l'heure actuelle, beaucoup de ceux qui préféreraient naturellement venir au Canada devront aller ailleurs. L'Australie a déjà tiré un grand avantage en élaborant une politique généreuse d'immigration, en offrant et facilitant le transport gratuit, non seulement à la population du Royaume-Uni, mais également aux Scandinaves et aux gens des pays du nord-ouest de l'Europe, pendant que le contingentement établi aux Etats-Unis autorise